

Alors que ce CDEN est centré sur le bilan de rentrée 2025, la rentrée 2026 se prépare.

Or dans son projet de budget pour 2026, le gouvernement s'est enfermé dans sa politique de réduction des dépenses de l'État et de refus d'augmenter les recettes, renonçant à répondre aux aspirations de justice fiscale, sociale et environnementales portées dans les mobilisations en septembre-octobre.

Reléguée au 9ème rang protocolaire dans le gouvernement Lecornu 2, l'Éducation nationale ne bénéficie pas de plus d'égards au niveau budgétaire. Le solde positif qui y est affiché est lié aux créations d'emplois de stagiaires dans le cadre de la réforme de la formation initiale qui entrera en vigueur à la rentrée 2026. Or, ces créations d'emplois sont liées à la période transitoire pendant laquelle deux concours vont coexister, un au niveau L3 et l'autre au niveau M2. Dans deux ans, les emplois de stagiaires liés au concours en M2 vont disparaître. L'affichage d'un solde positif d'emplois est donc purement conjoncturel. En réalité, ce sont 4018 postes d'enseignants titulaires qui seront supprimés pour la seule année 2026, la plupart dans des écoles et établissements publics : 1891 dans le 1er degré et 1365 dans le 2nd degré publics.

L'argument démographique brandi par le gouvernement ne tient pas, surtout dans un contexte d'école pour tous /d'inclusion scolaire de très mauvaise qualité : pour retrouver le taux d'encadrement de 2017, il faudrait créer des dizaines de milliers d'emplois, et non pas en supprimer. Par ailleurs, alors que les besoins sont toujours criants, le budget prévoit 1200 créations d'emplois d'AESH, soit moins que l'an dernier (2000) et l'année précédente (3000). Derrière les affichages, il y a le choix politique assumé de ne pas se saisir de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement, d'étude et d'école pour tous /d'inclusion.

Nous savons de plus que face à la crise d'attractivité des métiers des services publics et au vieillissement des effectifs de fonctionnaires, l'enjeu est de convaincre des milliers d'étudiants d'embrasser ces carrières. Or les signaux donnés depuis plusieurs années sont dissuasifs, ce dont témoigne largement la désaffection pour les concours et les difficultés de recrutement des non titulaires. Effectifs des classes élevés. Gel du point d'indice. Formation hors temps devant élève oubliant le travail effectué en dehors de la classe. Retour du projet local d'évaluation pourtant refusé par la profession en 2021, c'est une forme de caporalisation des pratiques pédagogiques. Dans notre académie, temps partiels et donc retraite progressive difficiles à obtenir ou encore réflexion sur une carte des zones de remplacement réduisant leur nombre et donc dégradant la situation des TZR du 2d degré qui pourront être appelés sur un périmètre plus large. La disparition des spécificités de remplacement dans le premier degré participera aussi de toute évidence à une dégradation des conditions de remplacement.

Il est encore temps d'investir dans le bien commun, dans notre école, pour la formation de nos élèves et futurs concitoyens, et de rendre plus égalitaire un système éducatif aujourd'hui à bout de souffle. D'autres choix politiques sont possibles et une autre école peut être mise en œuvre.

Nous terminons cette déclaration par une pensée pour Caroline Grandjean et sa famille, directrice d'école dans le Cantal qui a mis fin à ses jours. Nous n'oublions pas non plus l'assassinat de notre collègue, Mélanie Grapinet, assistante d'éducation au collège Françoise Dolto de Nogent au mois de juin 2025. Tout doit être mis en œuvre pour que de tels drames ne gangrennent plus notre quotidien.